



**Architecture : Le Japonais Shigeru Ban crée des structures d'urgence** Page B 6

**Michel David : Philippe Couillard ou Héraclite en politique** Page B 3

**Manon Cornéliier : le Sénat, la Cour suprême et le gouvernement** Page B 2

# PERSPECTIVES

CAHIER B • LE DEVOIR, LES SAMEDI 26 ET DIMANCHE 27 AVRIL 2014

QUÉBEC

## Le plan de match

Jean Charest s'y était essayé en arrivant au pouvoir en 2003. Ça s'appelait la réingénierie, un concept fumeux de sous-traitance emprunté au secteur privé. Onze ans plus tard, Philippe Couillard entend réussir là où son prédécesseur a échoué : réformer en profondeur les finances publiques du Québec. Même s'il n'en a guère parlé en campagne électorale et même si l'exercice ressemble étrangement au « saccage » que la Coalition avenir Québec, selon ses dires, promettait.

ROBERT DUTRISAC  
Correspondant parlementaire à Québec

C'est un grand classique. Le parti nouvellement élu découvre un trou dans les finances publiques qui le pousse à revoir ses plans et à imposer des coupes imprévues. Un trou que des experts indépendants, après avoir épluché les données financières du gouvernement, ont commodément révélé au lendemain de l'élection.

En 2003, c'était l'ancien vérificateur général du Québec Guy Breton qui s'était chargé de la besogne à la demande de Jean Charest. Il avait découvert un trou de 4,3 milliards, ce qui n'avait pas, malgré tout, empêché le ministre des Finances à l'époque, Yves Séguin, de signer un budget sans l'ombre d'un déficit.

Cette fois-ci, Philippe Couillard a fait appel au fiscaliste Luc Godbout et à l'économiste Claude Montmarquette, deux experts dont les thèses sont bien connues. Le premier milite pour une réforme de la fiscalité depuis des années et a lancé maints avertissements relatifs aux effets délétères du vieillissement de la population sur l'état des finances publiques du Québec. L'autre expert, c'est Monsieur Tarification, qui a signé avec Joseph Facal un rapport en 2008 qui préconisait, notamment, une hausse draconienne des tarifs d'électricité et des droits de scolarité. Tant Montmarquette que Facal avaient signé le manifeste des lucides.

Quand, pour pondre un rapport, on choisit les experts dont on connaît les idées, on n'est guère surpris par leurs conclusions. Que Philippe Couillard épouse leurs vues, c'est peu dire. Il s'est empressé de brandir ce rapport, question de préparer les esprits à la réforme qu'il a esquissée jeudi.

En 2003, Jean Charest s'était servi du rapport Breton pour barbouiller le gouvernement péquiste, dont il s'apprêtait à démanteler les institutions de capital de risque, au premier chef la Société générale de financement que dirigeait un certain Claude Blanchet.

Aujourd'hui, Philippe Couillard fait les choses avec plus d'élégance, se refusant au traditionnel « déchargement de chemise » sur le dos du précédent gouvernement. Mais le procédé est semblable.

### La croissance

C'est une opération de conditionnement de l'opinion publique, experts à l'appui, que mène le premier ministre. Non pas que les constats que font Godbout et Montmarquette soient erronés. La plupart des économistes sérieux au Québec font les mêmes. La croissance économique au Québec sera faible en raison du contexte démographique et les revenus de l'État seront à l'avenant. Les Québécois qui prennent leur retraite sont maintenant plus nombreux que ceux qui font leur entrée sur le marché du travail. « Ce sont des changements structurels qui dépassent les changements de gouvernement », a reconnu jeudi Philippe Couillard.

L'ancien ministre des Finances, Nicolas Marceau, avait admis du bout des lèvres que le déficit du Québec était structurel. Mais la stratégie du gouvernement Marois, axée sur le seul contrôle des dépenses, se limitait à miser sur un retour de la croissance, sur une providentielle embellie. Sur cette question, Pauline Marois était d'une autre époque, une époque de croissance démographique.

En soi, le déficit du Québec n'est pas catastrophique. L'Ontario est aux prises avec un déficit beaucoup plus important. À la différence de l'Ontario toutefois, la charge fiscale que supporte les contribuables québécois est élevée, dans un contexte nord-américain. « Il nous reste très peu de tampon, de marge de manœuvre par rapport à d'autres économies nord-américaines », a résumé Philippe Couillard.

Il faut aussi souligner que le Québec, en ra-



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

Philippe Couillard s'est empressé de préparer les esprits aux réformes qu'il veut faire.

son justement du déclin démographique, cherche à diminuer sa dette publique; il s'agit non seulement de ne pas alourdir la dette, mais de réduire son poids relatif. De fait, si le gouvernement Couillard parvenait, dans son budget de l'an prochain, à afficher un déficit de 1,75 milliard, comme il s'y est engagé, le Québec serait en équilibre budgétaire puisque le Fonds des générations reçoit environ la même somme.

En 2003, Jean Charest avait adopté une démarche teintée d'idéologie avec cette réingénierie, un buzz word des années 90 qui était d'ailleurs délaissé dans le secteur privé au moment où le gouvernement libéral l'adoptait. L'État québécois s'est délesté de son expertise en informatique et au ministère des Transports avec les résultats que l'on sait. La croissance des dépenses de l'État n'a pas vraiment ralenti et les coûts de la corruption et de la collusion ont fait gonfler la dette publique.

### Pragmatisme

Cette réingénierie avortée n'avait d'ailleurs pas manqué de soulever une levée de boucliers de la part des centrales syndicales, et plus généralement de ce qu'on appelle la société civile. « On n'a pas voté pour ça », clamait le slogan. Le gouvernement Charest, dont l'impopularité avait bondi, n'avait pas réussi à vendre son plan.

L'approche de Philippe Couillard est plus pragmatique. Une révision de la fiscalité peut donner quelques points de pourcentage de plus

à la croissance : moins d'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises et une taxe de vente plus élevée, proposent Godbout et Montmarquette, comme bien d'autres. On ne peut non plus avoir d'objection de principe à la

**Philippe Couillard fait les choses avec plus d'élégance que son prédécesseur à la tête du PLQ**

révision permanente des programmes que mettra en place le gouvernement Couillard.

C'est quand tomberont les recommandations de cette nouvelle Commission de révision permanente des programmes que les choses vont se corser, quand la liste des programmes à abolir ou à limiter sera dévoilée. « On n'a pas besoin au Québec d'avoir toujours le programme le plus luxueux », a déclaré le premier ministre. Et Dieu sait que le Québec en possède, des programmes luxueux, selon des critères canadiens : garderies, assurance parentale, indemnisation des victimes d'actes criminels, services fournis par l'économie sociale, etc. Sans parler qu'historiquement, l'État québécois a des prétentions nationales que les autres provinces n'ont pas.

Et c'est vrai que les électeurs n'ont pas vraiment voté pour ça. Sauf ceux qui ont opté pour la Coalition avenir Québec. Or ce n'est pas la première fois qu'un parti vole les idées à une autre formation politique. La vitesse à laquelle cette conversion s'est faite peut laisser songeur. Mais il faut plutôt croire que Philippe Couillard ne fait que suivre son plan de match.

IRAK

## Un pays en mal de stabilité

CLAUDE LÉVESQUE

Mercredi prochain, les Irakiens iront aux urnes dans le cadre d'élections législatives pour la quatrième fois depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Le premier ministre sortant, Nouri al-Maliki, est candidat à sa succession et on s'attend en général à ce qu'il l'emporte. Il dirige le gouvernement irakien depuis mai 2006. Si on est optimiste, on peut y voir un signe de stabilité.

La réalité est que l'Irak est tout sauf stable. Un exemple récent : la commission électorale a démissionné en bloc il y a un mois, se plaignant d'interventions politiquement motivées de la part de juges et de parlementaires. De l'avis de plusieurs, l'emprise du chiite al-Maliki sur le pouvoir repose sur sa façon de plus en plus autoritaire de gouverner.

Il y a pire : depuis un peu plus d'un an, il ne se passe pas une semaine — disons plutôt qu'il ne se passe pas deux jours — sans qu'un attentat fasse des dizaines de victimes. L'hebdomadaire *The Economist* parle de 9000 personnes tuées en 2013 et de 2000 depuis le début de 2014, dans des attaques à la bombe. Certains jours, ce sont une douzaine d'engins qui sautent dans le pays.

Ces attentats visent les symboles du gouvernement dominé par la majorité chiite ou de simples citoyens appartenant à cette majorité, quand ce ne sont pas les chefs de tribu sunnites qui s'étaient laissés convaincre par les Américains de combattre al-Qaïda vers 2007. Les attentats presque quotidiens qui avaient endeuillé l'Irak à cette époque sont donc redevenus la norme.

Il y a quelques jours, une fusillade a éclaté dans un bureau électoral dans la région riche en pétrole de Kirkouk, qui constitue une véritable poudrière parce qu'elle est disputée par les Arabes, les Kurdes et les Turcs. Au vieux conflit religieux entre sunnites et chiïtes pourrait bientôt s'ajouter un conflit ethnique.

### Contexte difficile

On dit souvent qu'un pays est condamné à faire la politique de sa géographie. Dans le cas de l'Irak, il serait peut-être plus juste de dire qu'il subit sa géographie et son histoire. Assis sur d'immenses réserves d'hydrocarbures, l'Irak se trouve sur la ligne de front du vieux conflit entre les deux branches rivales de l'islam, conflit que les pétromonarchies d'une part et l'Iran des ayatollahs d'autre part instrumentalisent à leurs fins.

Depuis mars 2011, la guerre civile en Syrie, qui s'inscrit d'ailleurs dans ce jeu de puissance, est venue compliquer les choses. Alors que les Irakiens constituaient le plus important contingent de réfugiés dans le monde il y a quelques années, leur pays accueille maintenant des milliers de réfugiés en provenance de la Syrie.

« Les groupes rebelles accusent le gouvernement de Bagdad d'appuyer le régime de Bachar al-Assad. La communauté internationale voit d'un mauvais œil ce soutien, mais ne veut pas lâcher l'Irak, les Américains en particulier. La crise syrienne est en train d'affecter tous les pays voisins. On ne peut donc pas négliger la situation régionale lorsqu'on considère les élections en Irak », explique Henry Habib, professeur

VOIR PAGE B 2 : IRAK



KARIM KADIM AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Devoir

Nouri al-Maliki

## PERSPECTIVES

Lâcheté  
constitutionnelle

MANON  
CORNELLIER  
à Ottawa

C'est fait. La réforme du Sénat que disait espérer le premier ministre Stephen Harper est bel et bien enterrée. La Cour suprême du Canada a confirmé ce que tout le monde répète depuis des lustres, à savoir qu'Ottawa ne peut simplement en faire à sa tête en matière de réforme des institutions fondamentales du pays. Et le Sénat en est une. C'est d'ailleurs la première ligne de l'avis unanime rendu hier.

Le fédéral doit, pour procéder, s'entendre avec une majorité de provinces. Et s'il veut abolir la Chambre haute, il doit avoir l'appui de toutes les provinces et du Sénat. Point à la ligne.

Cela paraît une évidence, mais M. Harper a passé huit ans à nier la réalité. Huit années au cours desquelles il a multiplié les tentatives de réforme au moyen de projets de loi voués à l'échec. Cela avait l'avantage de lui donner des munitions pour attaquer ses opposants et fouetter ses troupes pour qu'elles garnissent les caisses de son parti, mais cela ne l'a mené nulle part.

On se demande bien s'il y a même cru, à cette réforme. Car à moins d'être totalement aveugle aux exigences de la procédure de modification de la Constitution et de ne rien comprendre à l'histoire et aux principes sous-jacents du fédéralisme canadien, il ne pouvait pas ignorer que ce qu'il tentait de faire en trahissait l'esprit.

Il n'a jamais tenté de rallier les provinces à sa cause. Il a seulement misé sur la mauvaise réputation du Sénat et l'indignation suscitée par les derniers scandales pour faire monter la pression populaire en faveur de l'abolition ou d'une réforme en profondeur. Et maintenant que cette indignation est à son comble, il se dit déçu et déclare forfait.



À l'entendre, toutefois, il veut une réforme, les Canadiens aussi. « Ceci est une décision en faveur du statu quo, un statu quo que virtuellement aucun Canadien n'appuie », a-t-il dit hier. Le hic est que tout ce beau monde veut modifier la Constitution par la bande, mais sans parler Constitution. M. Harper ne fera rien pour changer cet état d'esprit, ni pour mobiliser les provinces. Trop risqué. Trop déchirant.

Surtout, disent plusieurs, que — ô horreur! — certaines provinces pourraient refuser de s'en tenir au dossier du Sénat, en particulier le Québec qui ne signera la Constitution qu'à la condition de voir ses demandes respectées.

Certains fabulent quant à la tenue d'un référendum sur l'abolition du Sénat afin d'exercer une pression sur les provinces. Ce stratagème aurait sûrement un effet politique, mais ne dispenserait pas le gouvernement de se plier à la procédure de modification. Et que ferait-il si une majorité d'électeurs d'une province se prononçait contre son projet? Ce serait le retour à la case départ.

Ce n'est pas la Cour suprême qui bloque toute discussion constitutionnelle, mais le manque de véritable volonté politique. On aime répéter qu'avec une procédure de modification aussi complexe, il faut attendre que le terrain soit fertile pour bouger. Mais pour qu'il devienne fertile, il faut prendre le temps de la boucher et y mettre de la conviction. C'est cela que M. Harper et tous ces gens qui jurent vouloir une réforme refusent de faire.

Les conservateurs ont toujours affirmé que les changements proposés étaient circonscrits. Mais faire élire les sénateurs ou limiter leur mandat a un impact sur la nature de l'institution, comme l'a rappelé la Cour, qui a dû, encore une fois, donner une leçon d'histoire au gouvernement.

Le Sénat, écrivent les juges, « se situe au cœur des ententes ayant donné naissance à la fédération canadienne ». Les auteurs de la Constitution l'ont conçu de manière à ce que cette chambre porte un « second regard attentif » sur les mesures législatives, loin des pressions de l'arène partisane et sans la légitimité démocratique que confère une élection.

« Le contraste entre l'élection des députés à la Chambre des communes et la nomination des sénateurs par l'exécutif ne représente pas un accident de l'histoire, dit la Cour. Les rédacteurs de la Loi constitutionnelle de 1867 ont délibérément choisi le mode de nomination des sénateurs par l'exécutif pour que l'institution où ils siègent puisse jouer le rôle précis d'organisme législatif complémentaire chargé de porter "un second regard attentif" aux projets de loi. »



En fait, si M. Harper voulait respecter l'esprit de la Constitution, il s'attaquerait à la partisanerie au Sénat. Le chef libéral Justin Trudeau, lui, a exclu les sénateurs de son caucus et promis, s'il est élu, de mettre en place un mode de sélection transparent des futurs sénateurs. Que proposent les conservateurs de leur côté? On attend la réponse.

Hier, le ministre responsable de la Réforme démocratique, Pierre Poilievre, a dit que le gouvernement écartait la tenue d'un référendum et chercherait plutôt à réduire les coûts du Sénat et à le rendre plus responsable. Qu'est-ce que cela veut dire? Il ne l'a pas précisé, mais a laissé entendre que la balle était maintenant dans la cour des provinces.

Bref, le gouvernement de M. Harper passe à autre chose. Il pourra au moins dire à ses supporters déçus qu'il a essayé. Il a finalement gagné quelque chose dans cet échec essuyé hier: une porte de sortie.  
mcornellier@ledevoir.com

## PORTUGAL

## Une autre révolution à faire

Il y a quarante ans, les Portugais se réveillaient en se pinçant très fort. L'utopie de la libération se tenait là, après 48 ans de dictature et de guerres coloniales abominables. Toujours aussi tourmenté par les volutes de la saudade, ce spleen portugais intraduisible, le pays semble encore attendre, du point de vue économique entre autres, des raisons de se réjouir.

MARIE-PIER FRAPPIER

Le 25 avril 1974, au Portugal, le *povo unido* en liesse se réunissait derrière les officiers réformistes du Mouvement des forces armées (MFA) qui venaient de renverser la dictature de Marcelo Caetano, successeur d'António de Oliveira Salazar. Son régime autoritaire, connu sous le nom d'*Estado novo*, sévissait depuis 1933. Sans effusion de sang, œillets de saison accrochés aux fusils, la « révolution de la sympathie générale », comme l'a décrite très justement l'écrivain Jaime Semprun, allait propulser le Portugal dans une ère nouvelle, tout en laissant libre cours aux mouvements d'autodétermination dans les territoires lusophones d'Afrique.

Dès le lendemain, en métropole, des antagonismes se révélaient discrètement et les futures élites poussaient leur vision somme toute similaire de la vocation démocratique du pays. En plein cœur de la guerre froide, les communistes ne saisirent pas cette dernière occasion historique de prendre le pouvoir dans un cadre capitaliste, préférant concentrer leurs forces dans les domaines syndical et municipal. Le Parti socialiste portugais, créé en Allemagne en 1973 par Mario Soares, remporta la mise et écarta la MFA. Il se donna pour mission, outre d'organiser des élections démocratiques, de restructurer l'économie portugaise afin de la préparer à entrer dans l'Union européenne en 1986.

« Grâce à l'abandon de certains aspects de la première Constitution [de l'après-Salazar], notamment l'interdiction d'accès à la propriété privée, inacceptable aux yeux de l'Europe et de la droite portugaise, le pays a connu une modernisation sans précédent », raconte Diane Ethier, professeure de sciences politiques à l'Université de Montréal. Dans les années suivant l'adhésion du Portugal à la Communauté économique européenne, l'économie du pays sortit de sa relative autarcie pour se « décentraliser » et « tertiariser » à grande vitesse.

« Quand j'y suis allée au début des années 1980, il n'y avait pratiquement aucune voiture dans les rues de Lisbonne! » Or, à force de révisions successives, la Constitution s'est peu à peu vidée de l'esprit d'avril 1974: réforme agraire, nationalisations, contrôle des banques, droit d'intervention des salariés dans la gestion passent à la moulinette des socialistes.

## La crise de 2011

Enivrés par l'exercice du vote et par l'argent de Bruxelles, les Portugais consentirent docilement au démantèlement du capital étatisé. En plein coit consumériste, le pays fut brusquement freiné par le surendettement.

En 2011, le Portugal vit une crise économique sans précédent et se voit dans l'obligation d'emprunter à nouveau à la troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), qui soumettra les Portugais à une sévère cure de rigueur. Cette dernière expirera d'ailleurs le 17 mai prochain. Mercredi dernier, à l'instar de l'Irlande, le pays a franchi l'étape finale de son retour sur les marchés financiers, moyennant de nouveaux sacrifices de la population. De quoi se réjouir, quarante ans après la révolution?

Devant la paralysie économique imposée, la mémoire des vaincus s'oppose à celle des élites en place qui privilégient l'oubli des luttes authentiques pour la liberté. « La crise actuelle, l'austérité et l'appauvrissement social ont sensiblement endommagé cette construction de mémoire officielle », nous écrit Jorge Valadas depuis le Portugal. L'auteur de La mémoire et le feu a offert ses impressions au Devoir sur les célébrations et nous propose un texte inédit qu'il partagera lors d'un débat qui se tient à



PATRICIA DE MELO MOREIRA AGENCE FRANCE-PRESSE

Un jeune Portugais a déposé vendredi un œillet sur le sol lors d'une manifestation à Lisbonne.

Porto ce week-end (à lire sur LeDevoir.com). Pour l'essayiste, « les commémorations du 25 avril 1974 demeurent une mise en scène ».

Son propos s'éclaire par les liens qui unissent l'ancien pouvoir autoritaire et la démocratie parlementaire. En 2005, la nomination de Diogo Freitas do Amaral, ancien apparatchik salazariste, comme ministre d'État et ministre des Affaires étrangères du gouvernement socialiste, en a fait sursauter plus d'un. « L'ambiance vécut après la révolution a découragé les prisonniers politiques de prendre la parole », a confié cette semaine à l'Agence France-Presse Aurora Rodrigues, privée de sommeil pendant 16 jours d'affilée et battue jusqu'à en perdre connaissance par la PIDE, police politique du régime de Salazar. L'« injonction à se souvenir », demandée au nom des 30 000 victimes du régime estimées en métropole, a subi son ultime revers quand l'association « N'effacez pas la mémoire » a tenté vainement d'éviter que l'ancien siège de la PIDE soit transformé en appartements de luxe.

## Une force pour la démocratie

« Mais je peux vous assurer que les gens vont célébrer, même s'ils seront tristes à cause de l'austérité imposée par la troïka », dit le sociologue américain Robert Fishman, joint à Lisbonne. « Il y a un très large consensus au Portugal qui considère [que la révolution] est un événement extrêmement positif. La mémoire du 25 avril et de ses réalisations est une source de force pour la démocratie portugaise », insiste le professeur à l'Université Notre Dame (Indiana).

« Les Portugais ont très certainement de quoi fêter! souligne la politologue Diane Ethier. Ils sont les premiers de la troisième vague de démocratisation dans le monde, avant même la chute du franquisme en Espagne. Plusieurs pays [latino-américains] vont revenir à des gouvernements civils par la suite. Ils sont à la tête d'un phénomène extrêmement important! »

Quand même, de mauvais esprits pointent les officiers du MFA, qui ont renversé la dictature salazariste. Plusieurs d'entre eux ont décidé de boycotter pour une troisième année les cérémonies de l'Assemblée nationale, répudiant les politiques de rigueur du gouvernement de centre droit de Pedro Passos Coelho.

Au pouvoir depuis juin 2011, la coalition de droite était à ce point désemparée par la gestion de la crise économique qu'elle incitait volontiers les Portugais à « laisser leur zone de confort » en cherchant du travail ailleurs. Pourtant, l'exode portugais rappelle douloureusement les milliers de personnes qui ont quitté

leur pays dans les années 1960. Après la misère et la dictature, voici le chômage. « Ce qui est d'autant plus ironique, c'est que les Portugais fuient vers d'anciennes colonies comme l'Angola ou le Brésil! », indique M<sup>me</sup> Ethier. Sur la centaine de milliers de Portugais qui auraient émigré en 2011 (les chiffres sont imprécis, les ressortissants des pays de l'UE n'étant pas contrôlés dans leurs déplacements), une grande partie se serait aujourd'hui tournée vers les pays de la lusophonie.

« Quarante ans après le 25 avril, la société portugaise se trouve à nouveau devant un tournant », stipule Jorge Valadas, qui insiste pour qu'on apprenne des « mouvements sociaux indépendants, des pratiques auto-organisatrices et de démocratie directe » qui ont caractérisé la période suivant le 25 avril.

« On assistait à une véritable explosion à la base », mentionne la journaliste économique Danièle Gervais-Marx dans *Les œillets du souvenir* (éditions Atlantica), abordant au hasard les « commissions de quartier » et les vastes mouvements d'occupation des logements vacants.

Signe des temps de crise au pays du *fado*, la chanson de Zeca Afonso *Grândola, Vila Morena* a été reprise lors des nombreuses manifestations s'opposant aux mesures d'austérité l'an dernier. Diffusée à la radio en 1974, elle servit de signal pour amorcer la révolution qui renversa le régime. Sur la *terra da fraternidade*, contre l'austérité, *Grândola « sera jouée et chantée de nombreuses fois »*, nous assure Robert Fisher.

Le Devoir

## Quelques dates

**1933** António de Oliveira Salazar instaure l'*Estado novo* (« État nouveau »), un régime autoritaire, conservateur, catholique et nationaliste.

**25 avril 1974** Le Mouvement des forces armées (MFA) fait un putsch. C'est la « Révolution des œillets ».

**1975** Indépendances du Mozambique (25 juin), du Cap-Vert (5 juillet), de São Tomé et Príncipe (12 juillet) et de l'Angola (11 novembre).

**1<sup>er</sup> janvier 1986** Le Portugal devient membre de la Communauté économique européenne (CEE).

**3 mai 2011** L'UE et le FMI accordent un prêt de 78 milliards d'euros sur trois ans au Portugal.

## IRAK

SUITE DE LA PAGE B 1

émérite à l'Université Concordia.

Le gouvernement al-Maliki accuse de son côté l'Arabie saoudite et le Qatar de financer une insurrection dans la province irakienne d'Anbar. Fin 2013, le gouvernement de Bagdad y a violemment dispersé un camp de protestataires sunnites. Ce coup de force a servi de déclencheur à une offensive des principaux groupes djihadistes sunnites proches d'al-Qaïda. La ville de Fallujah demeure en grande partie sous leur contrôle et il est question d'y retarder le scrutin. Elle se serait vidée de 80% de sa population, selon certains responsables gouvernementaux.

Dans le désert, à l'ouest, des drones fournis par les États-Unis bombardent les camps des djihadistes, qui ont déclaré une « république islamique » de part et d'autre de la frontière syro-irakienne.

« Les relations entre sunnites et chiïtes ne sont pas très bonnes, c'est le moins qu'on puisse dire », croit Henry Habib, qui rappelle que le premier ministre chiïte a écarté des ministres sunnites et fait traduire en justice pour trahison un vice-président sunnite il y a quelques années.

Malgré les attentats, la situation est plus stable qu'en 2004, s'il faut en croire Safa Rasul al-Sheikh, un des principaux conseillers en sécurité nationale du gouvernement irakien, cité par le *Christian Science Monitor*. Il est vrai que la production pétrolière a retrouvé son niveau d'il y a 30 ans, mais l'État accuse des déficits parce que les partis ne s'entendent pas sur l'adoption d'un budget.

« Il y a eu des progrès en matière de sécurité et de cohésion au sein du gouvernement mais, depuis le départ des forces américaines [à la fin de 2011], la situation en Syrie a eu un effet délétère sur l'Irak », a déclaré au *Monitor* Zalmay Kalilzad, qui fut l'ambassadeur américain à Bagdad de 2005 à 2007.

En 2010, le parti de Nouri al-Maliki avait fait élire 89 députés, alors qu'une formation laïque dirigée par le sunnite Ayad Alawi en avait fait élire 91. C'est en négociant pendant six mois avec d'autres partis que M. al-Maliki a finalement pu devenir premier ministre et former un cabinet.

Il prétend aujourd'hui former une majorité avec un minimum de soutien de la part des autres partis. On ne s'attend pourtant pas à ce que sa formation obtienne un score plus impressionnant qu'en 2010. De longues tractations sont donc à prévoir une fois de plus.

« L'Iran va tout faire pour qu'al-Maliki gagne l'élection, croit le politologue Henry Habib. Et il

va la gagner parce que, même divisée, la communauté chiïte va se rallier ».

En 2010, les partis kurdes avaient donné leur appui à Nouri al-Maliki. Ceux-ci s'entendent plutôt bien avec la majorité arabo-chiïte depuis la chute du dictateur sunnite Saddam Hussein. Depuis lors, la présidence et le ministère des Affaires étrangères reviennent à des Kurdes.

« Maintenant, la question de Kirkouk commence à les séparer », croit cependant M. Habib. Un référendum sur le rattachement de cette région aux trois provinces kurdes, prévu par la Constitution de 2005, a toujours été reporté. Déjà quasi indépendant depuis l'établissement de zones d'exclusion aériennes au début des années 1990, le gouvernement régional kurde, qui a autorité sur trois provinces du nord-est du pays, se rapproche de plus en plus de la Turquie, notamment pour ses exportations de pétrole, s'affranchissant d'autant de la tutelle de Bagdad.

Un démantèlement de l'Irak constituerait un démenti cinglant de la stratégie poursuivie par Washington pendant les années 2000. L'intervention américaine en Irak (mars 2003 à décembre 2011), pièce maîtresse des néoconservateurs menés par George W. Bush, s'est soldée par 4500 décès de soldats et a coûté plus de 2000 milliards au Trésor américain.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

RUSSIE

## L'ennemi intérieur de Vladimir Poutine

SYLVIE KAUFFMANN

La plus mauvaise nouvelle pour Vladimir Poutine, ces derniers jours, n'est venue ni de Kiev, ni de Washington, ni de Bruxelles. Elle est tombée de Moscou, sous la forme anodine d'une déclaration truffée de chiffres, délivrée le 8 avril par un vice-ministre de l'Économie à la barbe grise, Andreï Klepach. M. Klepach est aussi directeur du département de prévisions macroéconomiques. Ses prévisions, ce jour-là, ont révélé le talon d'Achille d'un régime à l'offensive sur le front extérieur.

La Crimée est annexée, 40 000 soldats russes ont été massés le long de la frontière ukrainienne et des groupes de très virils « touristes » russophones, musclés et masqués, font le coup de main dans les villes de l'est de l'Ukraine et défient l'autorité de Kiev. Puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la Russie demeure un partenaire-clé dans le jeu diplomatique sur la Syrie ou l'Iran. Cet activisme, pourtant, contraste fort avec une économie au point mort, enfermée dans une impasse que les pays émergents connaissent bien et dont elle n'est pas près de sortir. C'est ce que trahissait le message du vice-ministre Klepach.

Ce phénomène a un nom: le piège du revenu intermédiaire (en anglais, *middle income trap*), identifié par un économiste de Berkeley, Barry Eichengreen. Plusieurs de ses travaux, menés ces dernières années avec deux chercheurs asiatiques, Donghyun Park et Kwanho Shin, montrent comment les pays à forte croissance se trouvent soudain bloqués lorsque leur PIB par habitant atteint soit la tranche de 10 000 à 11 000 \$ par an, soit celle de 15 000 à 16 000 \$, et ne parviennent plus à décoller de ce plateau, à moins d'entreprendre d'audacieuses réformes. Certains, comme la Corée du Sud, ont réussi à sortir du piège. La Russie, dont le PIB par habitant a atteint 14 037 \$ en 2012, est dans la dynamique inverse: elle s'y enfonce.

Le vice-ministre a abaissé les prévisions de croissance du PIB russe pour 2014 de 2,5% à 0,5%. La sortie de capitaux, a-t-il révélé, devrait atteindre 100 milliards de dollars cette année, voire 150 milliards (certains parlent de 200 milliards) si la crise ukrainienne s'aggrave. M. Klepach propose donc d'augmenter la dépense publique de 0,5% du PIB et d'utiliser les excédents des revenus pétroliers pour stimuler l'investissement et financer le développement de la Crimée.

Ce revirement n'étonne pas vraiment Sergueï Gouriev. De son bureau niché au quatrième étage d'un bâtiment de Sciences po, à Paris, cet économiste russe passé par le MIT et Princeton observe la manière dont Moscou est en train de « modifier les règles budgétaires fiévreusement introduites » avec le fonds de réserve, censé protéger l'économie d'un effondrement des prix du pétrole. « On les modifie parce que Poutine a besoin de dépenser de plus en plus pour tenir les promesses qu'il a faites en 2012 », pour son troisième mandat, et « qu'il n'y a plus assez d'argent. » Car ces promesses « étaient basées sur un taux de croissance de 5% à 6% ».

## Un nouveau contrat social

Sergueï Gouriev, 42 ans, connaît bien la situation: recteur de la Nouvelle École d'économie à Moscou, établissement privé qui forme depuis 1992 des économistes réformateurs, il conseillait le gouvernement Medvedev. Jusqu'à l'année dernière. L'atmosphère est alors devenue si tendue à Moscou et les perquisitions de la police si pressantes, après son soutien déclaré à l'opposant Mikhaïl Khodorkovski, qu'il a quitté la Russie et pris un poste à Paris, où était déjà partie sa femme, universitaire, avec leurs enfants. Ce devait être une année sabbatique. Mais l'atmosphère à Moscou est de plus en plus lourde et les voix indépendantes de plus en plus baïllonnées. La famille Gouriev vient de mettre son appartement moscovite en location

EUROPE

## Pourquoi l'est de l'Ukraine n'est pas la Crimée

Les tensions en Ukraine se sont accélérées depuis la mi-avril, avec l'occupation par des forces prorusses de plusieurs bâtiments publics des grandes villes de l'Est. Mais, contrairement aux Criméens, qui n'ont été rattachés à l'Ukraine qu'en 1954, les habitants des régions de l'Est ont une histoire commune avec Kiev, beaucoup plus ancienne.

« En raison de la diversité ethnique, culturelle et linguistique du pays, il y a diverses manières d'être ukrainien », explique la politologue Ioulia Shukan, maître de conférences à l'Université Paris-Ouest-Nanterre-La Défense (Paris X). On a tendance à présenter schématiquement le Donbass [zone géographique regroupant les régions de Donetsk et de Lougansk] comme un territoire exclusivement russophone. Or, les populations rurales dans ce territoire minier parlent majoritairement ukrainien. En plus des Russes et des Ukrainiens, y vivent également des populations arménienne, géorgienne ou encore grecque. » Pour la chercheuse, ces populations, quelles que soient leur origine ethnique et leur langue, partagent dans leur grande majorité le sentiment d'appartenance à l'Ukraine.

## Un fossé politique grandissant

Sur le plan politique, la fracture entre le centre-ouest et le sud-est du pays est en revanche très nette et s'est accentuée ces dernières années. « Depuis l'indépendance de l'Ukraine, les scrutins présidentiels se traduisent par un soutien fort apporté aux candidats pro-européens au Centre-Ouest et à des candidats labellisés proches de la Russie au Sud-Est », note Ioulia Shukan. Ce-



ALEXEY DRUZHININ AGENCE FRANCE-PRESSE

Le président russe se réfugie dans une aventure militaire pour conserver sa popularité dans la population.

et fait venir ses affaires à Paris.

L'économiste fait l'analyse suivante: « Le pouvoir russe, dictature opportuniste postmoderne, n'a pas vraiment offert de grande idée. Il considère qu'il peut gérer le pays comme il veut et que les gens sont satisfaits parce qu'ils en retirent des bénéfices économiques. Or les bénéfices économiques disparaissent [faute de croissance]. Il faut donc un nouveau contrat social, mais Poutine a beaucoup de mal à le produire, car il n'a pas d'idéologie. » Le président russe se réfugie alors dans une aventure militaire, s'empare d'un territoire, fait donner la propagande. Ça marche: sa popularité a fait un bond vertigineux. « Simplement, ça ne marchera pas longtemps », prédit Sergueï Gouriev, parce que l'économie va le punir. Tordre les règles budgétaires lui donnera un peu d'oxygène, mais il commence déjà à ressentir la douleur. »

## Rouble et sanctions

Pour cet économiste, la fuite des capitaux est un signe révélateur des difficultés qui s'amoncellent et, aussi, de l'efficacité des sanctions occidentales. Il souligne que la sortie nette de capitaux de la Russie au seul premier trimestre 2014 se monte à 63 milliards de dollars, soit le montant total de 2013. À un moment donné, la

Banque centrale de Russie va cesser d'intervenir sur les marchés, et le rouble va se déprécier — ce qu'il fait déjà. Ou bien la Banque centrale introduira le contrôle des capitaux, ce qui provoquerait l'apparition d'un marché noir, car le rouble ne serait plus convertible. Dans les deux cas, souligne Sergueï Gouriev, « les gens vont commencer à poser des questions, car si les Russes ne font pas attention au PIB ou au déficit budgétaire, le taux du rouble, en revanche, ils connaissent. Le taux du rouble et le prix du baril de pétrole ». Et, ce front-là, n'est pas plus encourageant, si l'on en croit Oil-price.net, qui prévoit une évolution du prix du Brent insuffisante pour les ambitions du président Poutine.

« Poutine a besoin de dépenser de plus en plus pour tenir les promesses qu'il a faites en 2012 »

Au bout du compte, les ennemis de Vladimir Poutine sont sans doute plus proches de lui qu'il ne le pense.

Les classes moyennes, lorsqu'elles comprendront que le contrat n'est pas rempli, et les oligarques de son entourage, privés de sortie par les sanctions, pourraient se retourner contre lui. Et confirmer la prédiction du ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, dans *Die Welt*: « Le moment impérial de la Russie ne sera que cela: un moment. »

Le Monde

## Le disciple d'Héraclite



MICHEL DAVID

À sa première conférence de presse à titre de premier ministre, on a revu le Philippe Couillard qui avait fait grande impression à son arrivée à la Santé au printemps 2003: calme, sûr de lui, semblant savoir parfaitement où il allait. Tellement plus à l'aise que dans l'opposition.

Certes, le portrait des finances publiques qu'il a présenté est plus alarmant que durant la campagne électorale, mais la découverte d'une situation plus mauvaise que prévu est une figure imposée qui n'étonne plus personne. Mieux encore, le nouveau gouvernement a déjà commencé à prendre des mesures qui, assure-t-il, n'affecteront pas les services offerts à la population.

Au début de son mandat à la Santé, M. Couillard avait déjà constaté l'existence de problèmes « structurels ». Avec le vieillissement de la population et l'explosion des coûts des médicaments, le poids des dépenses en santé risquait en effet de devenir insupportable, disait-il.

D'où le nécessaire recentrage des fonctions de l'État sur ses missions essentielles qu'avait amorcé sa collègue du Conseil du trésor Monique Jérôme-Forget. Le terme « réingénierie » est aujourd'hui proscrit, mais c'est exactement ce que vise la « restructuration » confiée à son successeur, Martin Coiteux.

À peine mise en branle, la « réingénierie » avait cependant provoqué une véritable levée de boucliers dont les effets n'ont pas tardé à se traduire dans les intentions de vote. Jean Charest avait misé sur le temps pour faire avaler la pilule, mais les mois, puis les années ont passé sans que l'insatisfaction à l'endroit de son gouvernement diminue.

Au cours de l'été 2006, alors que flottait une odeur d'élection hâtive, M. Couillard avait pris connaissance d'un mémoire rédigé par un professeur de l'Université de Montréal qui avait eu l'effet d'une révélation. Contrairement à ce qu'il avait toujours cru, le réseau de la santé n'était aucunement menacé.

◆ ◆ ◆

Comme chacun le sait, le premier ministre est un homme de grande culture. Mon collègue Antoine Robitaille, responsable du « Devoir de philo » publié dans ces pages deux fois par mois, a découvert qu'il était un fervent disciple d'Héraclite (VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ), apôtre du « mobilisme », doctrine selon laquelle « rien n'est permanent, sauf le changement », de sorte que « l'être est éternellement en devenir ».

C'est peut-être l'enseignement du maître d'Ephèse qui l'avait amené à invoquer ce « droit de changer d'idée et d'évoluer » pour expliquer son soudain optimisme quant à la pérennité du système public de santé. Seuls les sots ne changent jamais d'idée, dit-on, et M. Couillard ne l'est certainement pas.

Quand M<sup>me</sup> Jérôme-Forget, devenue entretiens ministre des Finances, avait profité de discours sur le budget pour annoncer, à sa grande déconvenue, la formation d'un nouveau comité sur le financement des soins de santé, M. Couillard lui avait réservé le plus mauvais accueil possible.

◆ ◆ ◆

S'il est un domaine où rien n'est permanent, sauf le changement, c'est bien la politique. Il ressort clairement des propos tenus jeudi par M. Couillard et son ministre des Finances, Carlos Leitao, que le retour à l'équilibre budgétaire pourrait être reporté au-delà de 2015-2016 si l'effort exigé se révèle politiquement insupportable.

Le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, est peut-être le plus convaincu de l'absolue nécessité d'un grand ménage. Jean-François Lisée, qui aura maintenant plus de temps pour alimenter son blogue, a entrepris de recenser les positions musclées prises par l'ancien professeur de HEC Montréal, impitoyable pour ces « néo-jovialistes à lunettes roses » qui s'entêtaient à défendre un modèle désuet.

« Dans ce déni de la réalité, ils démontrent la même mentalité de protection des acquis que les Grecs », écrivait-il dans une étude datée de février 2012. « Nous devons constamment rappeler à nos politiciens leurs responsabilités par tous les moyens », ajoutait-il.

C'est précisément au nom de la protection des acquis que des dizaines de milliers de personnes avaient envahi les rues de Montréal à peine quelques mois après l'élection des libéraux en 2003. Le calme s'était établi, mais pas la confiance envers le gouvernement.

L'exercice de révision des programmes sera sans doute douloureux, mais M. Coiteux a la capacité de résister aux pressions de tous ceux qui vont tenter de faire éclater le cadre budgétaire qui sera annoncé au début de juin. Il ne se laissera pas davantage intimider par les syndicats du secteur public lors des négociations pour renouveler les conventions collectives qui arriveront à échéance le 31 mars 2015.

Qu'ils soient de gauche ou de droite, les idéologues ont cependant du mal à accepter que la politique soit aussi l'art du possible sans tout démolir. M. Couillard devra peut-être initier son fringant ministre à la philosophie d'Héraclite. [mdavid@ledevoir.com](mailto:mdavid@ledevoir.com)

Le Monde

# ÉDITORIAL

## RENOVI SUR LE SÉNAT

### Mini-Meech

Le renvoi sur le Sénat tombé vendredi est une autre dure rebuffade pour le gouvernement Harper. Il souhaitait procéder de manière unilatérale pour réformer la Chambre haute bancaire; la Cour suprême a rejeté sans équivoque l'interprétation « littérale », « textuelle », purement « formaliste » du texte constitutionnel qu'a proposé Ottawa.

Le premier ministre Harper prétendait que s'il continuait à nommer les sénateurs, mais en ne désignant que ceux qui avaient remporté des élections sénatoriales « consultatives », il respecterait la Constitution. Faux, lui a rétorqué la Cour. Procéder ainsi aurait modifié la nature et le rôle fondamentaux du Sénat. Bref, pour faire une telle chose, il devrait recueillir l'accord de sept provinces représentant 50% de la population.

Et pour abolir le Sénat? L'unanimité est requise, a tranché la plus haute cour. Dans cette décision, même lorsqu'elle donne raison à Ottawa (sur un point de détail: changer la condition archaïque pour un aspirant au Sénat de posséder un « avoir net personnel d'au moins 4000 \$ »), la Cour trouve le moyen de lui mettre des bâtons dans les roues en donnant une sorte de droit de veto à l'Assemblée nationale.

La tentative d'Ottawa méritait ce refus global. On a peine à imaginer comment le chef conservateur a pu, en 2006, défendre la notion de « fédéralisme d'ouverture », alors qu'il caressait ces projets de modification unilatérale: Sénat, valeurs mobilières.

Avec ce renvoi sur le Sénat, la Cour confirme une sorte de « refédéralisation » de sa conception du Canada. Il faut s'en réjouir. Cette décision, combinée à celle, toute récente, où elle a refusé qu'un juge d'une cour fédérale vienne occuper un des trois sièges réservés au Québec en invoquant les « valeurs sociales » de cette nation, pourrait constituer un « mini-Meech » à retardement.

On comprend que les fédéralistes du Québec comme les ministres Stéphanie Vallée et Jean-Marc Fournier aient été tout sourire, vendredi. Leur jovialisme ne doit pas leur faire oublier certaines choses. D'abord, comme dans le dossier des valeurs mobilières, M. Harper va sûrement tenter d'arriver à ses fins par d'autres moyens. Un référendum exigeant une réforme sénatoriale en Alberta pourrait par exemple déclencher une « obligation de négocier » de tous les gouvernements au Canada. Ceux qui prétendent défendre les intérêts du Québec doivent s'y préparer.

Ensuite, le Sénat est une institution désuète. Les récents scandales n'ont fait que le mettre en relief. Malheureusement, les fédéralistes québécois se sont habitués depuis des lunes à n'être que des antisouverainistes. Leur réflexion sur la deuxième chambre fédérale est en rade. En 1980, Claude Ryan prônait une abolition du Sénat et son remplacement par un Conseil fédéral à l'allemande. En octobre 2001, dans son « Rapport sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec », le libéral Benoît Pelletier réclamait que d'ici à ce que le Sénat soit réformé, Ottawa « ne procède à la nomination des sénateurs qu'à partir de listes de noms soumises par les provinces ». Quelle est la position du gouvernement Couillard? « L'économie », annonça M. Fournier, vendredi. C'est, pour l'instant, un peu court...

## FINANCES PUBLIQUES

### Dompter la bête

Après Jean Charest et Pauline Marois, voilà que Philippe Couillard veut à son tour dompter ce monstre à sept têtes qu'est le déficit. Celui-ci atteindra pour l'exercice en cours 3,7 milliards, soit deux de plus que prévu. À ses yeux, il y a urgence.

Le nouveau premier ministre, déférent envers ses prédécesseurs, ne leur jette pas de blâme, voyant dans ce dépassement le résultat d'un problème structurel, ce que soutiennent aussi les professeurs Luc Godbout et Claude Montmarquette qui ont fait l'étude de la situation des finances publiques. Leur analyse tient en trois points. Un, le taux de croissance des dépenses des dix dernières années a été de 5%. Deux, le taux de croissance nominal de l'économie projeté pour la prochaine décennie sera de 3,5%. Trois, l'écart entre les deux conduit à un cul-de-sac d'autant plus sûrement que le vieillissement de la population aura pour effet de décélérer la croissance.

Les recommandations des deux experts sont à l'avenant. Elles passent essentiellement par une gestion rigoureuse des dépenses. Ils évoquent le gel de la masse salariale des employés de l'État, la réduction des crédits d'impôt, l'augmentation de la tarification, comme pour les garderies à 7\$, voire si nécessaire la vente d'actifs en ouvrant une portion du capital de sociétés d'État au public. Mais rien comme mesure de stimulation de l'économie qui devrait être un volet important.

Globalement, le premier ministre se rend à leur analyse puisqu'il maintient l'objectif de l'atteinte du déficit zéro pour 2015-2016. Cela entraînera des efforts considérables, soit une réduction des dépenses de l'ordre de 5%, car il ne veut ni augmenter les impôts, taxes et tarifs ni toucher aux budgets de la santé, de l'éducation et de solidarité sociale.

Bonjour l'austérité. Les services aux citoyens seront inévitablement affectés puisqu'on évoque déjà la révision du panier de services couverts par l'assurance maladie. Le gel de l'embauche dans les ministères et sociétés d'État ne suffira pas. Tout ça en si peu de temps fera mal, ce dont est bien conscient un des deux experts, Claude Montmarquette, qui insiste sur l'acceptabilité sociale des compressions à venir.

Le premier ministre Couillard en est conscient. Son discours évite tout ce qui pourrait être provocateur. Le rapport commandé aux professeurs Godbout et Montmarquette répond à un besoin de pédagogie de la rigueur. Mais son principal obstacle sera le temps. La cible de 2015-2016 est irréaliste. Les comités qu'il entend créer pour revoir structurellement les programmes et la fiscalité vont bâcler le travail. Le premier ministre Lucien Bouchard avait réussi à dompter la bête en 1998 avec une médecine de cheval dont les effets pervers se sont fait sentir longtemps. La médecine envisagée est différente, mais aura aussi ses effets pervers. L'étalement des efforts a bien servi le gouvernement fédéral. Québec devrait s'en inspirer.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
 Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU  
 Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
 Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE  
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOINARD  
 Adjointes PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET

### LE DR BOLDUC, MINISTRE DE L'ÉDUCATION...



## LETTRES

### Mi-figue, mi-doyen

Il y a comme ça quelques fois des petits clercs de notaire pour venir nous servir leur propagande fédéraliste dans les quotidiens québécois?

Quand Sébastien Grammond parle des lieux communs de discours indépendantiste, il affiche effrontément son parti pris et il s' imagine que son titre de doyen va lui conférer une quelconque crédibilité.

Le doyen de faculté est responsable devant le Conseil académique et les instances de l'université de l'animation, de la planification, de l'organisation et de la gestion de sa faculté. Le doyen, ce n'est rien d'autre qu'un petit gestionnaire sur une chaise haute.

M. Grammond est spécialiste du droit

des autochtones et à ce titre, il considère tous les Québécois qui ne sont pas membres du Barreau du Québec comme des aborigènes dénaturés, des bêtes sauvages à traquer qui doivent être domestiqués ou éliminés.

Si c'est ce genre de droit qu'il enseigne à l'Université d'Ottawa, PKP est tout à fait soutenable quand il parle de gouvernement des juges, et j'ajouterais, de celui des avocats aussi. Il suffit de regarder les décisions de la juge Charbonneau et des autres, de laisser passer la campagne électorale pour priver les Québécois de leur droit d'aller voter en toute connaissance de cause.

Merci pour la (NDLR).

Richard Génois

Le 21 avril 2014

### D' Barrette: la pétition choquante

Je suis choqué, voire outré du manque de jugement de la part des citoyens qui ont signé une pétition demandant au ministre de la Santé, Gaétan Barrette, de se mettre à l'exercice pour présenter un physique plus en santé. Cela ne regarde que lui.

Mais qui sont ces gens qui, du haut de leurs frustrations, n'ont manifestement pas grand-chose à faire? Sont-ils tous dotés d'un physique qui suscite l'envie? Pourtant, ces personnes admireront Ginette Reno même si elle ne ressemble pas à Miley Cyrus!

Mathis Duval

Québec, le 24 avril 2014

## REVUE DE PRESSE

### Vivement un Québec post-charte

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Il y a des symboles éloquentes. Un drapeau canadien bien en évidence lors d'une cérémonie d'assermentement, par exemple. Ou encore un ministre dont le nom comprend les mots « diversité » et « inclusion ». Le Québec est bel et bien entré dans une ère post-Marois et post-charte, a-t-on remarqué dans la presse anglophone cette semaine.

Pour Graeme Hamilton (*National Post*), la place « préminente » de l'unifolié dans le décor de la formation du Conseil des ministres mercredi n'était pas anodine. Non plus que le rôle dévolu à Kathleen Weil, désormais ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

Après l'épisode de la charte de la laïcité, la nouvelle appellation du ministère de l'Immigration envoie le message que « les jours de l'exclusion et de l'homogénéisation sont terminés », estime le chroniqueur. Il a retenu du discours de Philippe Couillard la main tendue vers les immigrants et vers les anglophones, de même qu'un message clair laissant entendre que les chicanes avec Ottawa ne seront pas au programme de son gouvernement.

Au *Globe and Mail*, l'équipe éditoriale souhaite que M. Couillard fasse plus que renommer un ministère au vocable inclusif: qu'il mette tout le dossier de la laïcité de côté. L'intention des libéraux de déposer un projet de loi encadrant les accommodements raisonnables et établissant le principe des services de l'État donnés et reçus à visage découvert doit ainsi être oubliée, dit le *Globe*.

Peu importe ce que les sondages disent, M. Couillard aurait tort d'aller de l'avant, écrit-on. « Il serait beaucoup plus intelligent » de ne pas toucher à un dossier « empoisonné ».

La charte des valeurs était une solution « perverse à un problème qui n'a jamais existé », soutient le *Globe*, qui a consacré des dizaines d'éditoriaux et de chro-

niques au sujet. M. Couillard sait comme n'importe qui que le projet de loi a été créé par le PQ pour semer la peur et la division au Québec », en plus de servir la cause souverainiste, poursuit le quotidien.

On estime que Philippe Couillard devrait faire confiance aux deux chartes des droits et libertés, aux tribunaux et à la maturité de la société québécoise en général pour réguler les problèmes quand ils se poseront.

### Sécurité ferroviaire

La réponse d'Ottawa à la tragédie de Lac-Mégantic a été bien accueillie cette semaine — mais avec des réserves. D'une part, le *Globe* soutenait en éditorial que le gouvernement conservateur a pris beaucoup trop de temps à adopter de nouvelles règles de sécurité entourant le transport ferroviaire (annoncées mercredi par la ministre des Transports, Lisa Raitt). Bien sûr que le gouvernement est une grosse machine qui ne se retourne pas sur un dix cents, mais quand même.

Il aura donc fallu neuf mois pour qu'Ottawa annonce des changements législatifs qui vont forcer l'industrie à retirer immédiatement les wagons les plus dangereux. Ottawa accorde un délai de trois ans pour que les wagons DOT-111 construits avant 2011 soient retirés. C'est plus de temps qu'il n'en faut pour que l'industrie s'adapte, dit le *Globe*.

Le quotidien estime positifs les autres changements apportés — limitation de la vitesse des trains en zone peuplée, évaluation du danger des routes, maintenance renforcée, meilleure identification des produits. Au final, la réponse d'Ottawa est bonne, pense le *Globe*, qui remarque que Washington n'en a pas fait autant. Il faut ainsi saluer les efforts des conservateurs... mais aussi rappeler qu'ils ont manqué de vigilance avant l'accident.

Même réaction en éditorial au *Toronto Star*, où l'on souhaite notamment une plus grande transparence en ce qui

concerne le transport des matières dangereuses près des villes.

### Des nouvelles de Rob Ford

Quelques nouvelles de Rob Ford et de Toronto (où, encore une fois, il n'y a pas de hockey printanier pour se divertir)? L'élection à la mairie n'aura lieu que le 27 octobre, mais la course est déjà bien enclenchée. Chroniqueur au *Toronto Star*, Bob Hepburn écrivait cette semaine que les Torontois n'ont pas de raison de s'inquiéter: Rob Ford ne sera pas réélu. Il a même toutes les chances de terminer troisième derrière Olivia Chow ou John Tory, dit-il.

Les premiers sondages ont donné de bons résultats pour Ford, avec plus de 40% des gens qui approuvent sa gestion. On a vu 1500 partisans hurler à son lancement de campagne, d'autres agiter des figurines à tête branlante ou faire la file pour avoir une photo « selfie » avec lui. Dans ce contexte, il est normal que certains s'inquiètent de sa réélection, reconnaît Hepburn.

Mais ce n'est pas son cas. Hepburn soutient que Ford ne peut pas monter plus haut dans les sondages. Il n'a le soutien d'aucun leader politique, municipal, religieux ou universitaire. Tous les journaux, y compris son ex-allié *Toronto Sun*, s'opposent à sa candidature. Et son principal argument de vente — un appel au contrôle des dépenses à l'hôtel de ville — peut facilement être récupéré par ses adversaires.

Rob Ford ne fait aucun effort pour courtiser de nouveaux électeurs, se contentant de solidifier sa base électorale avec ses formules habituelles — où les « élites », les « gauchistes » et les « downtowners » sont cloués au pilori, remarque Hepburn. Ainsi, à moins que ses deux adversaires n'imposent carrément, ils se disputeront assurément la victoire, prévoit-il.

Le Devoir

Sur Twitter: @gbcote

Voir aussi sur LeDevoir.com: liens vers les articles originaux.

## IDÉES

# Pour un débat raisonné sur la « gestation pour autrui »

## Les femmes concernées sont fières de leur geste

ISABEL CÔTÉ

Professeure au Département de travail social de l'Université du Québec en Outaouais

L'annonce de Joël Legendre et de son conjoint de la naissance prochaine de leurs fillettes grâce à ce qu'on appelle dans le langage populaire une « mère porteuse » suscite énormément de réactions.

On ne peut nier que la gestation pour autrui pose des enjeux éthiques importants, non seulement en regard des questions qu'elle soulève, mais également parce qu'elle contrevient de façon notoire aux représentations de l'« image » maternelle. Lorsqu'en plus elle est faite pour le compte d'un couple gai, elle ne peut qu'être dévalorisée et sujette à caution. La réitération de la sacralisation de la place des femmes auprès des enfants, malgré des années de féminisme pour s'en défaire, revient au galop dans le discours entourant la question. Les arguments maintes fois utilisés pour dénoncer la pratique — l'instrumentalisation des femmes et la chosification des enfants — s'ils ne peuvent être évacués de la conversation sur le sujet, témoignent néanmoins d'un paternalisme et d'un conservatisme de bon aloi. De fait, les sociologues, juristes et éthiciens qui se positionnent sur le sujet, le font en évacuant du revers de la main la parole des premières personnes concernées, c'est-à-dire les femmes qui pratiquent la gestation pour autrui et les couples qui en bénéficient.

Or, mes recherches auprès de parents d'intention ayant eu des enfants grâce à la gestation pour autrui illustrent des histoires beaucoup plus nuancées alors que ces femmes, loin d'avoir été instrumentalisées par des couples en mal d'enfants, sont plutôt intégrées dans la genèse de l'histoire familiale. Qui plus est, dans les contextes de gestation pour autrui dirigée — comme c'est le cas de Monsieur Legendre et de son conjoint —, les femmes concernées considèrent avoir posé un geste important dont elles sont fières. La conviction profonde d'avoir changé la vie d'un couple est vue comme source d'accomplissement. Considérer ces femmes comme étant instrumentalisées par le geste posé, par-delà leurs propres représentations sur la question, contribue encore une fois à considérer les femmes comme des personnes vulnérables, ayant besoin d'être protégées — y compris d'elles-mêmes — et non pas comme des actrices



La conviction d'avoir changé la vie d'un couple est vue comme source d'accomplissement.

de leur propre vie, capables de prendre des décisions, fussent-elles socialement controversées. Quant à l'argument de la chosification des enfants, il faudrait expliquer qui sont les parents qui font des enfants, non pas pour répondre à un désir d'actualisation personnelle ou conjugale, mais par pure abnégation. On fait des enfants d'abord et avant tout pour soi et en cela, les parents qui le deviennent grâce à la gestation pour autrui ne diffèrent pas des autres.

Comme le souligne si justement le juriste Marcelle Iacub, les couples infertiles font face à de multiples remises en question de leur désir d'enfant, souvent vu comme étant moins authentique, comme si leurs capacités reproductives mettaient les couples féconds forcément à l'abri de tout questionnement quant à la jus-

tesse de leurs motivations à fonder une famille. En ce sens, ce néodiscours du pseudo « droit à l'enfant » ne s'applique pas que dans les cas où les couples ont besoin d'aide pour concrétiser leur projet parental.

Le groupe de travail Filiation, origines et parentalité, présidé par la sociologue Irène Théry, vient de déposer au gouvernement français un imposant rapport portant sur des propositions de réforme du droit de la famille. Concernant la gestation pour autrui, le groupe de travail en appelle à la construction d'un débat argumenté, loin des *a priori* et des jugements de valeur. On ne peut qu'espérer qu'un tel débat argumenté, basé sur l'analyse de données empiriques issues de différentes disciplines, ait lieu au Québec sur la question.

## ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

# Il faut en finir avec la polarisation et les démonisations

JACQUES BEAUCHEMIN

Professeur au Département de sociologie de l'UQAM

NADIA FAHMY-EID

Professeure retraitée du Département d'histoire de l'UQAM

JULIEN PRUD'HOMME

Professeur associé, CIRST, UQAM (contributeur à la rédaction du rapport sur l'enseignement de l'histoire du Québec au secondaire)

Le débat sur l'enseignement de l'histoire du Québec souffre d'une trop grande polarisation, c'est-à-dire qu'il stagne en raison de la propension de certains à diaboliser sans cesse la position d'autrui. Le rapport que nous avons déposé en février dernier propose de sortir de ces ornières. Des interventions comme celle de M. Christian Laville et M<sup>me</sup> Michèle Dagenais, parue dans *Le Devoir* du 23 avril, proposent de nous y ramener.

Le rapport, intitulé « *Le sens de l'histoire* », est le fruit de consultations ayant suscité près d'une centaine de contributions de tous horizons, dont celles d'environ 136 enseignants et conseillers pédagogiques. La lecture oblique qu'en proposent M. Laville et M<sup>me</sup> Dagenais laisse croire que le rapport porte à peu près tout entier sur la question nationale et qu'il en répercute les accents les plus caricaturalement conservateurs. Cela est faux et les citoyens intéressés ne devraient pas hésiter à le constater en consultant le document en ligne.

### Faux débats et mauvais procès

Le rapport recense en fait les nombreuses limites du programme actuel d'enseignement de l'histoire du Québec: des préambules vagues; l'absence de fil conducteur et de trame narrative; un pluralisme de façade et inopérant; une approche par compétences qui, malgré des inten-

tions louables, défigure le savoir historique. Il s'agit de lacunes sérieuses qui supposent de vastes amendements au programme en vigueur. Les solutions à ces problèmes, précisons-le, ne font pas consensus parmi les spécialistes de la didactique eux-mêmes, comme l'ont rappelé de récents échanges dans *Le Devoir* (du 24 février au 10 mars) et dans nombre de revues savantes, ce que feignent d'ignorer M. Laville et M<sup>me</sup> Dagenais. Notre rapport n'en propose pas moins plusieurs solutions concrètes et représentatives des opinions recueillies.

### Un mot tabou: la trame nationale

Et ces questions, oui, sont également imbriquées à celle de la « trame nationale », qu'un programme d'histoire ne saurait ignorer, mais qui semble tant déconcerter M. Laville et M<sup>me</sup> Dagenais. Agiter le spectre du « nationalisme conservateur », ici à bien mauvais escient, suffit-il à discréditer une réforme nécessaire? L'actuel programme d'histoire comporte des lacunes évidentes en ce qui concerne le poids de la dualité nationale dans l'évolution du Québec et du Canada. Peu de gens le contestent. Notre rapport précise qu'il ne faut pas pallier ce manque par une histoire patriotique ou romantique, mais simplement par la prise en compte du cadre national en tant qu'espace où plusieurs des transformations de la société québécoise trouvent leur sens. À nos yeux, la « trame nationale devrait servir une double fin: mettre en scène les phénomènes politiques et sociaux dans l'espace commun de la collectivité et... servir d'amorce à l'analyse de l'évolution de la communauté politique ainsi que de ses dynamiques identitaires » (p. 24). Toujours selon notre rapport, « l'étude suivie de la dualité nationale [offre], un thème judicieux pour l'exercice de la pensée historique, dans la mesure où elle s'offre comme une question ouverte à l'interrogation plurielle. Exposer l'élève aux interprétations divergentes de la Conquête, par exemple, paraît fort stimulant » (p. 24).

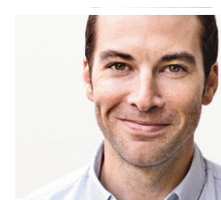
Placer le cadre national en bonne place parmi les clefs d'intelligibilité de l'histoire du Québec s'impose d'évidence. Il s'agit de l'espace dans lequel ont pris place nombre de nos conflits, de nos rassemblements et de nos expériences passées, politiques ou pas. L'historienne Denyse Baillargeon a par exemple montré que l'expérience québécoise de la maternité avait été très influencée par la dualité nationale. Il en va de même de l'histoire du féminisme, du mouvement syndical, de l'immigration ou de la religion. Et, oui, de l'histoire de la politique. Prendre au sérieux l'articulation du national, du social et du politique est crucial en histoire, et le programme actuel ne relève pas ce défi. Pourtant, un adolescent d'aujourd'hui peut-il comprendre quoi que ce soit à l'actualité des douze derniers mois sans de tels repères?

### Pour un débat lucide et apaisé

On pourrait multiplier les exemples, mais il est encore plus simple de consulter les annexes du rapport, qui offrent un exemple détaillé de ce que devrait être le futur programme d'histoire. La cohabitation entre histoire sociale et histoire politique est à l'honneur, les nécessaires défis du pluralisme et de l'histoire des femmes sont abordés plus franchement que dans le programme actuel, et le rapport défend à de multiples reprises l'exercice de compétences liées à la pensée historique et critique. Nous défions M. Laville et M<sup>me</sup> Dagenais d'y voir quelque trace d'une histoire « politique-ment orientée ».

S'il est une chose par contre, et une seule, qui menace les acquis du programme de 2006, c'est bien la propension de certains à jouer de l'excommunication pour empêcher que l'on en répare les manquements les plus évidents. Dans le programme de 2006, c'est bien la propension de certains à jouer de l'excommunication pour empêcher que l'on en répare les manquements les plus évidents. Dans le programme de 2006, c'est bien la propension de certains à jouer de l'excommunication pour empêcher que l'on en répare les manquements les plus évidents. Dans le programme de 2006, c'est bien la propension de certains à jouer de l'excommunication pour empêcher que l'on en répare les manquements les plus évidents.

## #lesgens



DAVID DESJARDINS

Les gens qui se sont dit qu'ils avaient assez attendu, que le délai était insoutenable et que, finalement, ce ne serait pas une si mauvaise idée de faire sauter la clôture à leurs enfants pour qu'ils soient les premiers à s'emparer d'œufs de Pâques disséminés dans un parc de Laval. Les gens qui ont suivi derrière et, comme leurs marmots ne trouvaient plus rien, que tous les œufs avaient été ramassés, ont décidé de piger dans les paniers d'autres enfants.

Les gens qui n'ont pas d'opinion. Qui ne lisent pas les journaux, qui votent pour des politiciens parce qu'ils sont beaux. Les gens qui sont capables d'appuyer un parti sans aucune arrière-pensée, sans jamais avoir l'impression de se trahir ne serait-ce qu'un tout petit peu. Les gens dont j'envie parfois l'ignorance, ou la naïveté, ou la foi. Vraiment.

Les gens qui réagissent à des articles sur le Web pour se mettre en valeur, qui pinaillent, qui lisent en diagonale avant d'aller faire luire au bas de l'écran ce qu'ils considèrent comme une éclairante réflexion. Les gens qui écrivent sans même réfléchir. Les haineux, les détesteurs, les trolls, les petits êtres mesquins qui se cachent derrière l'anonymat, et dans le lointain horizon du Web pour écraser d'autres gens.

Les gens qui se promènent en shorts au printemps quand il fait 5. Les gens chez Costco. Les gens qui arrosent l'entrée, qui pelletent la neige du terrain dans la rue. Les gens qui ne vous laissent jamais passer en voiture, enfermés qu'ils sont dans l'unique espace de liberté dont ils disposent et qu'ils défendent en regardant droit devant. Les gens dont le silence est un cri. Les gens qui achètent des cellulaires à leurs enfants. Les gens qui regardent *Yamaska*. Les gens qui ont hâte de revenir de voyage pour boire leur café du Tim. Les gens qui braquent leur attention sur le minuscule du quotidien parce que lever les yeux vers quelque chose de plus grand qu'eux les angostose.

Les gens qui pensent que les conservateurs à Ottawa font du bon boulot, que la réforme de la Loi électorale par Pierre Poilievre est utile, que cela n'a rien à voir avec la partiisanerie. Les idiots qui croient réellement qu'Élections Canada défend autre chose que la démocratie en programmant des campagnes publicitaires pour inciter les jeunes à voter.

Les gens qui voudraient d'un ministre de la Santé en santé. Les gens que cela n'agace pas outre mesure que celui-ci soit un opportuniste, un vire-capot, un personnage détestable, mais que cela révulse qu'il soit obèse. Les gens qui obsèdent tellement sur l'image qu'ils préféreraient probablement que le Docteur Barrette soit mince comme un pic, mais qu'en cachette, il se *shoot* à la morphine et couche avec des putes syphilitiques.

Les gens qui trouvent que j'en mets un peu, là.

Les gens qui défoncent les vitrines quand le Canadien gagne. Les gens qui défoncent des vitrines quand le Canadien perd.

Les gens qui dénoncent toujours la nostalgie et les gens qui se méfient sans cesse de l'avenir.

Les gens qui pensent que ce n'est pas le rôle de l'État de financer des journalistes qui dénoncent les dérives de l'État. Les gens qui pensent que l'argent public est mieux investi dans des subventions à la télé privée qui, elle, au moins, produit des émissions populaires.

Les gens qui font la morale aux fumeurs. Les gens qui fument dehors quand il fait moins un million. Les gens qui étalent leur mépris en forme d'exercice de style dans le journal. Les gens qui font ainsi le portrait de nos mille petites intolérances.

Les gens qui jugent, comme tout le monde, les autres gens. Les gens qui se font croire qu'eux ne jugent pas.

Les gens qui forment des castes, et s'approprient un discours qui valide leur mode de vie, leurs convictions, leurs doutes. Les gens qui ne doutent pas et que je redoute. Les gens qui cherchent des refuges. Parfois dans leur propre reflet. Comme l'écrivait magnifiquement une amie: on n'est jamais mieux *selfie* que par soi-même.

Les gens qui adoptent des idées préfabriquées, ou d'autres qui se cachent derrière celles qui sont trop complexes pour être expliquées aux premiers. Les gens qui ne cessent de trouver des raisons pour condamner l'époque.

Les gens qui publient sur les réseaux sociaux des nouvelles déprimantes à propos du Black Friday, des cotes d'écoute de *La voix*, ou simplement des photos incriminantes d'autres gens qu'eux, dont ils se dissocient — en raison de leur manque de savoir-vivre, de goût, de jugement — et soulignent le caractère pitoyable de leurs actions en y ajoutant le mot-clic #lesgens.

Les gens que j'aime. Les gens que je maudis. Les gens dont je suis, ce qui me donne parfois une raison de plus de détester les gens.

ddesjardins@ledevoir.com

### L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); information générale: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfali (reporters); information politique: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélaïr-Cirino et Robert Dutrisc (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Portier (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Véronique Chagnon et Louis Gagné (pupitre); information culturelle: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (chef de division), François Desjardins, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettono-Parazzelli (reporters), Gerald Dallaire (pupitre); information internationale: Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Émilie Folie-Boivin (pupitre); équipe internet: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); correction: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (secrétaire); Laura Pelletier et Arnaud Stopa (commis); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec); PUBLICITÉ Edith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bosse, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elmam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires); Sylvie Laporte (assis légers), Amélie Maltais (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire); PRODUCTION Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zemaits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur web), Imane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; ADMINISTRATION Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjoins administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Pagé.

# ARCHITECTURE + DESIGN



La cathédrale de Christchurch, 2013, Nouvelle-Zélande. À la suite du tremblement de terre de 2011 qui a dévasté la ville, Shigeru Ban a construit un bâtiment en tubes de carton recyclé (PTS, *paper tube structure*) destiné à remplacer la cathédrale néogothique détruite lors du séisme. Ci-dessous : Shigeru Ban (à droite) et la fabrication d'un abri d'urgence à Port-au-Prince, en Haïti, en 2010 (photo Shigeru Ban Architects).

« Mes œuvres naissent naturellement de la résolution d'un problème, de la confrontation à une condition particulière ou de l'évolution d'une technologie. Il ne s'agit pas juste de produire une forme. »

L'architecte Shigeru Ban

## L'architecte de l'harmonie

Lauréat du prix Pritzker 2014, le Japonais Shigeru Ban crée des structures d'urgence autant que des projets privés ou publics

En mars dernier, l'architecte japonais Shigeru Ban s'est vu décerner le prix Pritzker 2014, la plus haute distinction en architecture. Remarqué pour sa série de maisons minimalistes construites au Japon, l'architecte s'est surtout distingué pour son implication dans la construction de bâtiments temporaires sur les lieux de catastrophes naturelles. Pratiquant une architecture à la fois poétique, inventive et *low tech*, Shigeru Ban est un homme de terrain qui s'emploie à améliorer le monde qui l'entoure.

EMMANUELLE VIEIRA

Figure atypique en architecture, Shigeru Ban a été honoré par le jury du Pritzker « pour l'élégance de son travail, le caractère innovant de ses conceptions et son engagement humanitaire ». L'architecte, qui a des agences à Tokyo, à Paris et à New York, a accueilli la nouvelle avec grande humilité : « Je reçois ce prix avec honneur, mais je veux rester prudent et continuer à écouter les gens pour qui je travaille. J'accueille ce prix comme un encouragement à poursuivre mon cheminement. »

Natif de Tokyo en 1957, Shigeru Ban est fasciné dès son plus jeune âge par les charpentiers qu'il voit travailler dans la maison familiale en bois. Il étudie d'abord à l'Université Waseda, où il s'initie à différents matériaux de construction traditionnels japonais — le bois, le papier ou le bambou. Il acquiert ensuite une formation typiquement américaine au Southern California Institute of Architecture de Los Angeles, puis à la très réputée Cooper Union School of Architecture de New York, dont il sort diplômé en 1984.

En 1985, il crée l'agence Shigeru Ban & Associates à Tokyo. De 1992 à 2000, il réalise une série de maisons remarquables au Japon : la maison double-toit, la maison meuble, la maison mur-rideau, la maison sans murs et la maison nue. Marqué par l'interprétation occidentale de l'architecture japonaise, sensible aux conditions de vie dans les mégapoles surpeuplées du Japon, il conçoit dès ses premiers projets des espaces de liberté ouverts et flexibles.

Réinterprétant l'habitat traditionnel avec ses écrans de pa-

pier translucide shoji, il libère la maison de ses murs, allège les structures et œuvre à la mise au point de systèmes d'enveloppes pouvant s'ouvrir totalement. La maison mur-rideau, avec son immense rideau en guise de façade, est la plus emblématique et la plus poétique de cette série de projets.

Ban s'ingénie à dématérialiser les bâtiments pour obtenir une fluidité maximale de l'espace intérieur et un prolongement visuel étendu vers l'extérieur, guidé par le souci constant de l'économie de moyens au service d'une esthétique particulièrement raffinée.

Pendant qu'il expérimente avec des commandes de maisons privées pour de riches clients, le créateur change son approche de l'architecture en inventant de nouvelles techniques de construction et en se tournant vers des projets beaucoup moins lucratifs.

En 1985, alors qu'il travaille dans ses locaux, il pose son regard sur une pile de rouleaux en carton servant habituellement de support aux plans d'architecte, et il a une idée.

Après plusieurs mois de recherches et d'expérimentations sur ces tubes en carton recyclé, l'architecte découvre les vertus de ces rouleaux épais qui s'avèrent assez solides pour réaliser des maisons, des églises, des galeries ou des dômes... Le module PTS (*paper tube structure*) est né et sera plus tard homologué par le ministère japonais de la Construction.

### Architecte de l'urgence

De 1995 à 1999, Shigeru Ban devient architecte conseiller auprès du Haut Comité aux réfugiés de l'ONU. En Turquie, en Haïti, au Rwanda ou en Nouvelle-Zélande, où il a achevé en



La maison sans murs, 1997, Nagano, Japon.

2013 la cathédrale de Christchurch, la qualité de ses réalisations dépasse toutes les attentes.

En 1995, alors que la région de Kobé est frappée par un des plus violents séismes de l'histoire du Japon, l'architecte s'implique corps et âme comme « architecte de l'urgence », donnant à son travail une nouvelle dimension qu'il ne cessera de réinterroger à la faveur de ses futures interventions et de leurs contextes. « Après le tremblement de terre de Kobé, je me suis porté volontaire et j'ai construit avec des étudiants et des volontaires de tout le pays », dit-il.

Grâce au PTS, 26 abris sont montés sur des caisses en plastique remplies de sacs de sable pour assurer l'étanchéité. Les murs en tubes de carton sont reliés par des tiges métalliques boulonnées et portent une simple charpente à laquelle est rattachée une toile en guise de toit.

### Matériaux humbles

« Je suis toujours à la recherche de défis techniques, dit l'architecte, afin de développer mes idées un peu plus à chaque projet. Créer la mode ne m'intéresse pas. Mes œuvres naissent naturellement de la résolution d'un problème, de la confrontation à une condition particulière ou de l'évolution d'une technologie. Il ne s'agit pas juste de produire une forme. J'aime bien travailler avec les matériaux humbles afin de tirer profit de leurs faiblesses ou limitations. »

Shigeru Ban fonde en 1995 le Voluntary Architects' Network (VAN), une organisation non gouvernementale, et son engagement auprès des sinistrés ne cesse de progresser au

fil des ans. Il voyage pendant 20 ans sur les lieux des catastrophes naturelles ou humanitaires pour travailler avec des citoyens, des bénévoles, des étudiants, afin de dessiner et de construire des abris recyclables à bas coûts et de redonner aux victimes leur dignité.

### Qualité du bâtiment

Sa réalisation la plus récente, et la plus spectaculaire, est sans doute la cathédrale en carton de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, un bâtiment destiné à remplacer la cathédrale néogothique détruite lors du séisme de 2011 et prête à accueillir 700 fidèles pendant 50 ans.

Avec sa structure en forme de A, la façon la plus facile et la plus économique de construire, la cathédrale de carton et sa peau extérieure en polycarbonate translucide laissent passer la lumière naturelle, qui traverse les espaces entre les tubes et la rosace pour donner une atmosphère changeante et magique au fil de la journée.

« Il était important pour moi, dit l'architecte, de maintenir une sorte de qualité provisoire. Je ne veux pas gaspiller de l'argent, donc tout doit être très simple. La qualité du bâtiment ne dépend pas de la qualité des matériaux mais de celle de l'espace composé par le volume, la lumière et l'ombre. »

Face à des situations de crise, à certains risques naturels qui pèsent sur des villes particulièrement exposées, ou devant la hausse croissante des coûts liés au logement et à sa mise en œuvre, de plus en plus de projets faisant appel au sens commun de Shigeru Ban voient le jour. Refusant de distinguer provi-



HIROYUKI HIRAI



DIDIER BOY DE LA TOUR

Studios temporaires en tubes de carton structuré, 2004, Paris, France.

soire et permanent, l'architecte crée des espaces originaux en repensant les techniques et les méthodes de construction à partir de matériaux communs (tubes de carton, bois, bambou textile) ou d'éléments standardisés (conteneurs de transport en métal). Sur ces projets de l'urgence, il met autant d'énergie et de créativité que sur ses commandes privées.

Créer avec peu d'argent, dans des contextes économiques parfois fragilisés et à l'avenir incertain, tout en réduisant l'impact de notre empreinte sur l'environnement et nos perturbations sur les milieux, voilà autant d'enjeux contemporains, chargés de paradoxes, qui plaident évidemment pour une architecture plus légère, plus flexible, mais aussi plus durable... et, de ce fait, recyclable.

Humain et lucide, Shigeru

Ban remet sans cesse en question le vrai rôle de l'architecte tout en se faisant le porte-parole d'une réponse architecturale plus adaptée au monde d'aujourd'hui. Capable d'un optimisme à toute épreuve, il fait des merveilles dans des conditions extrêmes, avec peu de budget et de temps, et s'acharne toujours à trouver une solution dans la structure, les matériaux, les vues, la qualité de lumière et de ventilation, dans le seul but d'améliorer l'expérience de vie des gens.

L'œuvre de Shigeru Ban est toujours originale, économique, ingénieuse, sans jamais avoir recours aux solutions *high tech* dont la plupart des architectes d'aujourd'hui font abondamment usage.

Collaboratrice  
Le Devoir